

décimal

Insee Poitou-Charentes

N° 337 - Février 2014

ENTREPRISE

62 000 dirigeants d'entreprises en Poitou-Charentes pour développer et transmettre l'activité économique

En Poitou-Charentes, sur le champ de l'industrie, du commerce, des services et de l'artisanat⁽¹⁾, 62 000 dirigeants sont à la tête de près de 70 000 entreprises qui regroupent 76 000 établissements. L'économie régionale est dotée de quelques spécificités : agriculture, artisanat, industries agro-alimentaires (IAA), économie sociale et solidaire (ESS). Un quart des dirigeants sont des femmes et tous sont plus formés que 10 ans auparavant, mais moins qu'en moyenne métropolitaine. Un quart des chefs d'entreprises ont plus de 55 ans. Le vieillissement des dirigeants est plus marqué dans l'industrie, avec 36 % de plus de 55 ans (seniors) et dans les zones d'emploi de la Charente, plus rurales et âgées.

Avec le départ en fin d'activité du dirigeant, la pérennité de l'entreprise et de ses emplois risque d'être mise en cause dans certaines situations. Pas moins de 111 000 emplois salariés dépendent d'entreprises dirigées par des seniors du fait que ces derniers dirigent souvent des plus grosses entreprises. Alors que les seniors représentent un chef d'entreprise sur quatre, leurs entreprises emploient 41 % des effectifs salariés du champ étudié. Dès lors, la transmission d'entreprises a des enjeux majeurs en matière de développement économique et d'aménagement du territoire. Elle permet effectivement de maintenir de nombreux emplois dans les territoires, en complément des nouveaux générés par les créations d'entreprises.

(1) Ce champ est constitué sur la base des fichiers des ressortissants des chambres consulaires (CCI et CRMA).

Chaque territoire développe des spécificités économiques en se fondant sur ses atouts, dont les capacités entrepreneuriales des dirigeants d'entreprises. Les dirigeants d'entreprises jouent un rôle majeur dans le renouvellement du tissu productif en créant et pérennisant des entreprises et des emplois dans les territoires. Ainsi, la meilleure connaissance des entreprises et de leurs dirigeants est essentielle aux chambres consulaires alors que nombre d'entre eux s'approchent de l'âge de fin d'activité, ce qui soulève, entre autres, la question de la transmission et de la reprise d'entreprises.

Des spécificités économiques et historiques : agriculture, artisanat, IAA, ESS

La région se place en 3^e position derrière la Champagne-Ardenne et l'Aquitaine en matière de poids du secteur agricole dans l'emploi salarié de la région. Dans l'industrie, les IAA, les activités liées au bois-papier-imprimerie ainsi que celles des équipements électriques sont spécifiques à la région. Ainsi, les IAA sont les premiers employeurs industriels de Poitou-Charentes avec 3,2 % de l'emploi de la région contre 2,5 % en moyenne métropolitaine. Les industries du lait et de la production de Cognac y contribuent largement.

L'artisanat joue également un rôle majeur en Poitou-Charentes (illustration 1), avec un quart des établissements de la région et 13 % des effectifs salariés régionaux, un taux supérieur à la moyenne nationale et à ses régions voisines, excepté le Limousin. En tête, le bâtiment, qui pèse pour 44 % des effectifs artisanaux, suivi de l'alimentation, du travail des métaux puis des activités de réparation. L'artisanat est très présent dans des activités de proximité (réparation de biens personnels et domestiques, services à la personne, installation d'électricité) et dans celles connexes aux spécificités économiques régionales (réparation de machines et d'équipements agricoles et industriels).

Le secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS), avec 7 000 établissements et 13,1 % de l'emploi salarié place la région en deuxième position entre la Bretagne (14,0 %) et les Pays de la Loire (13,0 %), mais au-dessus de la moyenne nationale (10,3 %). Cette forte implantation tire ses origines historiques et culturelles dans la naissance des mutuelles autour de Niort et des coopératives agricoles autour de Surgères. Bien que présents dans de nombreux secteurs d'activité, plus de 34 % des salariés de l'ESS se retrouvent dans des associations exerçant dans l'action sociale, notamment par le biais de structures d'aide à domicile et d'hébergements médicalisés pour personnes âgées et enfants handicapés. Le deuxième secteur fort de l'ESS est celui des activités financières et d'assurance avec près de 20 % des salariés, dans des coopératives et mutuelles.

62 000 dirigeants d'entreprises en Poitou-Charentes, dont 24 % de femmes

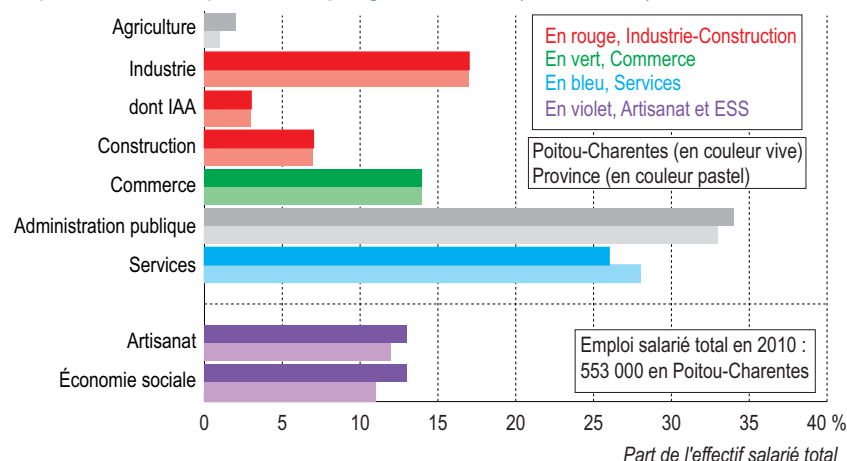
En 2012, la région Poitou-Charentes compte 62 000 dirigeants d'entreprises, dont 31 000 artisans et 33 000⁽²⁾ chefs d'entreprises (industrie, commerce et services (ICS) hors artisanat).

Dans l'artisanat, en raison d'une grande part d'entreprises mono-établissement, les 31 000 dirigeants sont à la tête de 32 000 établissements qui emploient 53 000 salariés. Sur le champ ICS, les 33 000 dirigeants sont à la tête de 37 350 entreprises, soit 44 150 établissements, et emploient 248 000 salariés.

(2) 2 000 chefs d'entreprises, dont 300 femmes, sont communs et présents dans les 2 fichiers consulaires (CCI et CRMA) parce qu'ils dirigent effectivement des entreprises sur les 2 champs. Les dirigeants de l'ESS ne sont pas statistiquement identifiés (cf. méthodologie)

L'artisanat et l'économie sociale et solidaire, secteurs spécifiques en Poitou-Charentes

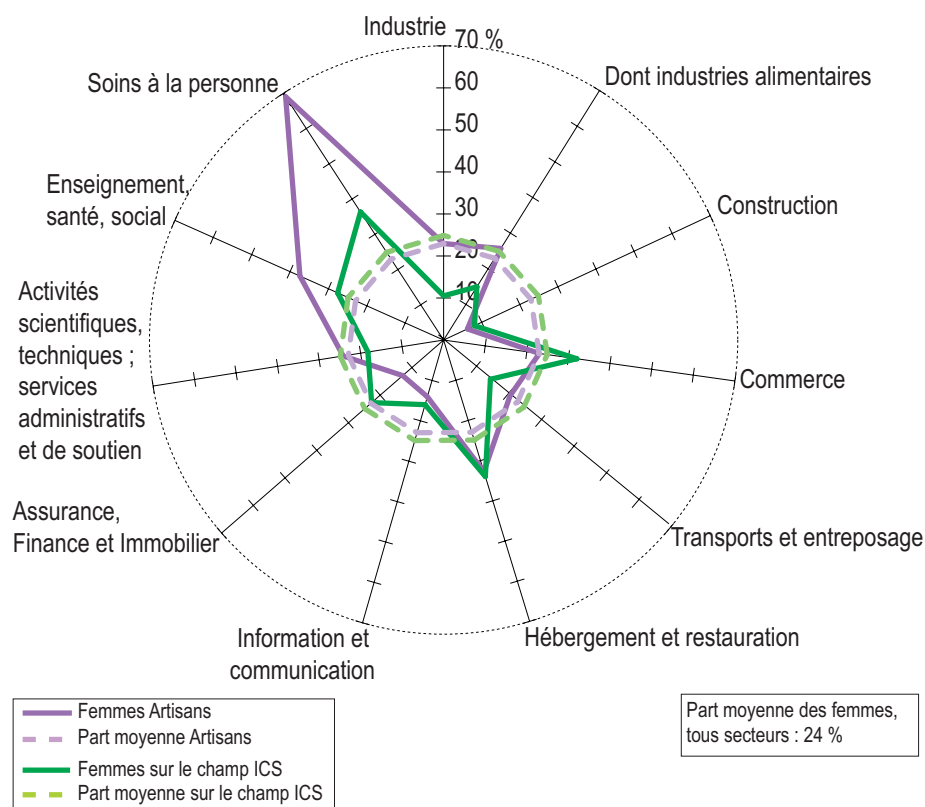
Répartition de l'emploi salarié par grand secteur (illustration 1)



Sources : Insee, Clap 2010

Des dirigeantes plus nombreuses dans les commerces et services

Part des dirigeantes par secteurs d'activité (illustration 2)



Sources : Fichiers CCI et CRMA (2012) Poitou-Charentes

Dans la région, 15 000 femmes⁽²⁾ sont cheffes d'entreprises : 7 100 dans l'artisanat et 8 200 dans le champ ICS, soit une part des femmes voisine de 24 % dans les deux champs (illustration 2). La part des femmes est plus élevée de 2 points en région qu'au niveau national. Par rapport aux 4 régions limitrophes,

cette part des femmes parmi les chefs d'entreprises est désormais plus élevée en Poitou-Charentes, alors qu'elle était inférieure en 1999. Cette part s'est accrue de 2 points sur la période 1999-2010 en Poitou-Charentes, pendant qu'elle restait globalement stable en moyenne métropolitaine.

Conséquence de son poids et de ses spécialisations économiques présentes, la Charente-Maritime concentre un peu plus de la moitié des établissements de la région dirigés par des femmes. Le taux de féminisation est plus élevé dans le commerce de détail (38 %), et dans certains services comme la coiffure et l'esthétique (51 %), l'hébergement-restauration (34 %) et les activités immobilières (30 %). À l'inverse, la part des femmes est plus faible dans la construction (8 %), dans l'industrie (10 % soit plus de 500 femmes) et dans une moindre mesure dans l'industrie agro-alimentaire (15 %).

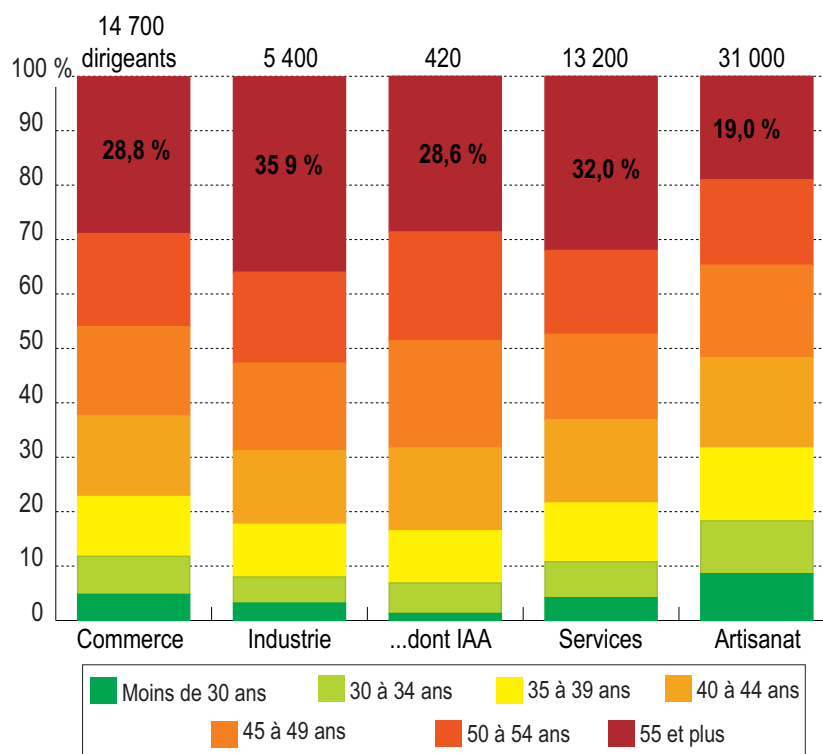
Dans l'ESS, alors que la part des dirigeantes n'est pas statistiquement identifiable, les effectifs salariés sont majoritairement féminisés (63 %). Si les salariées sont moins présentes dans les coopératives, elles sont largement majoritaires dans les mutuelles (66 %) et les associations (69 %), en particulier dans la santé et l'action sociale.

Des dirigeants plus formés qu'il y a 10 ans mais moins qu'en moyenne métropolitaine

Entre 1999 et 2010, le niveau de formation initiale de l'ensemble des entrepreneurs⁽³⁾ a progressé fortement, avec l'augmentation de la part des diplômés du BAC (de 23 % à 39 %) et des diplômés universitaires (de 10 % à 18 %). Le développement des BACS technologiques et professionnels pour les jeunes générations contribue à expliquer cette progression : en 2010, 21 % des chefs d'entreprises de moins de 40 ans ont ce type de diplôme contre 9 % chez les plus de 40 ans, alors que la part des diplômés du BAC général est la même dans les deux catégories. Quant au développement des formations universitaires des chefs d'entreprises, il concerne surtout le champ ICS hors artisanat puisqu'en 2010, 27 % d'entre eux sont diplômés du supérieur contre 9 % sur le champ de l'artisanat. Toutefois, le niveau de formation initiale des dirigeants picto-charentais reste inférieur à celui observé en moyenne métropolitaine, tous âges confondus, que ce soit en part de diplômés du supérieur ou du baccalauréat. Les chefs d'entreprises du champ ICS hors artisanat, sont moins

L'industrie a priori plus concernée par la transmission d'entreprises

Répartition des chefs d'entreprises par catégories d'âge (illustration 3)



Note de lecture : L'âge est connu pour 59 500 des 62 000 chefs d'entreprises de Poitou-Charentes.
Sources : Fichiers CCI et CRMA (2012) Poitou-Charentes, nomenclature CCI (cf. méthodologie).

souvent diplômés du 2nd ou du 3^e cycle, en Poitou-Charentes qu'en moyenne nationale, avec une différence qui atteint près de 6 points (12,2 % contre 17,6 %) à tout âge.

À l'inverse, dans l'artisanat, 54 % des dirigeants ont un niveau CAP/BEP contre 47 % en métropole alors que les peu ou pas diplômés sont moins présents dans la région que dans le reste de la France.

Des chefs d'entreprises plus mobiles

En comparaison aux autres régions françaises, la part des chefs d'entreprises dans la population active est plus importante en Poitou-Charentes. En effet, 7,1 % des actifs picto-charentais sont chefs d'entreprises en 2008⁽⁴⁾ contre 6,1 % dans le reste de la France. Cet écart s'explique majoritairement par la surreprésentation des dirigeants de l'artisanat dans la région (3,6 % contre 3 %).

Parmi les chefs d'entreprises de Poitou-Charentes, plus de 10,3 % résidaient dans une autre région voire à l'étranger 5 ans auparavant, contre 6,6 % en moyenne nationale. Cette mobilité est plus marquée en Charente-Maritime où 12,1 % des entrepreneurs vivaient dans une autre région en 2003.

Parmi les chefs d'entreprises des secteurs liés aux services (hors artisans), 17 % proviennent d'une autre région, et même plus de 20 % dans les secteurs de l'hébergement et restauration et de l'information et communication. Dans l'artisanat, cet indicateur de mobilité n'est « que » de 7 %.

25 % des dirigeants ont plus de 55 ans et même 36 % dans l'industrie

En 2012, plus de 15 000 dirigeants sont âgés de plus de 55 ans, soit 25 % de seniors parmi l'ensemble des chefs d'entreprises, dont 5 900 dans l'artisanat, 3 900 dans les services, 3 900 dans le commerce et 1 700 dans l'industrie (illustration 3).

(3) Pour connaître le niveau de formation des chefs d'entreprises, la source utilisée ici est le RP, 1999 et 2010

(4) Compte tenu d'un changement de questionnaire du recensement, les dernières mobilités résidentielles caractérisables sont celles survenues entre 2003 et 2008

Dans l'artisanat, moins d'un dirigeant sur cinq a plus de 55 ans. Excepté dans le terrassement, où un dirigeant sur quatre a plus de 55 ans, les dirigeants du bâtiment sont relativement jeunes. De même, les soins à la personne comptent seulement 10 % de dirigeants seniors. À l'inverse, 30 % des dirigeants sont seniors dans le travail des métaux, le bois-ameublement et le papier ainsi que l'imprimerie.

Dans le commerce, 29 % d'entre eux ont plus de 55 ans et même 39 % dans le commerce de gros. À l'inverse, les dirigeants sont plus jeunes dans la restauration.

Dans les services, 32 % des dirigeants ont plus de 55 ans et jusqu'à 43 % dans les activités juridiques et comptables. Les dirigeants sont en revanche plus jeunes dans les activités de transport. Globalement, près d'un tiers des 3 900 dirigeants seniors se concentrent dans les activités financières et immobilières.

Dans l'industrie, 36 % des dirigeants ont 55 ans ou plus avec une moyenne d'âge de 52 ans. Cette part dépasse même les 45 % dans les industries des boissons, de produits minéraux non métalliques, de machines et d'équipements et de meubles.

Plus d'établissements dirigés par des seniors dans les zones rurales et âgées

Hors artisanat, dans les zones de Cognac et d'Angoulême, respectivement 41 % et 38 % des établissements sont dirigés par des seniors. Le commerce de détail est très concerné par ce phénomène de vieillissement. Dans la zone de Jonzac-Barbezieux-Saint-Hilaire, cette part est élevée (35 %), particulièrement dans le commerce de gros de boissons, de bois et de matériaux de construction. Dans ces zones plus âgées et plus rurales, le vieillissement des dirigeants d'entreprises risque de nuire à terme au maintien des emplois et des services pour les populations résidentes.

En revanche, moins d'établissements sont à court terme concernés par la problématique de la transmission d'entreprises dans les zones urbaines comme Poitiers (30 %), ou littorales comme Rochefort (31 %) et Royan (32 %).

Dans l'artisanat, un quart des établissements des zones d'emploi de Charente et de Parthenay sont dirigés par des seniors, contre 22 % en région. Les dirigeants seniors sont très présents dans le bâtiment, en particulier dans la maçonnerie.

Autre dimension importante à prendre en compte dans la problématique de la transmission d'entreprises, les dirigeants seniors sont plus souvent à la tête d'entreprises de plus grande taille. Alors que les seniors représentent un chef d'entreprise sur quatre, leurs entreprises emploient 41 % des effectifs salariés (illustration 4).

111 000 emplois salariés dans des entreprises dont le dirigeant est senior

Près de 40 000 emplois de l'industrie dépendent d'entreprises dont le dirigeant a plus de 55 ans, soit 47 % des emplois du secteur. La construction abrite 7 500 de ces emplois et les industries agro-alimentaires 3 500. Dans les services, 33 000 emplois sont concernés, dont 8 400 qui relèvent des activités financières et immobilières, soit les 2/3 des emplois de ces activités. Les activités

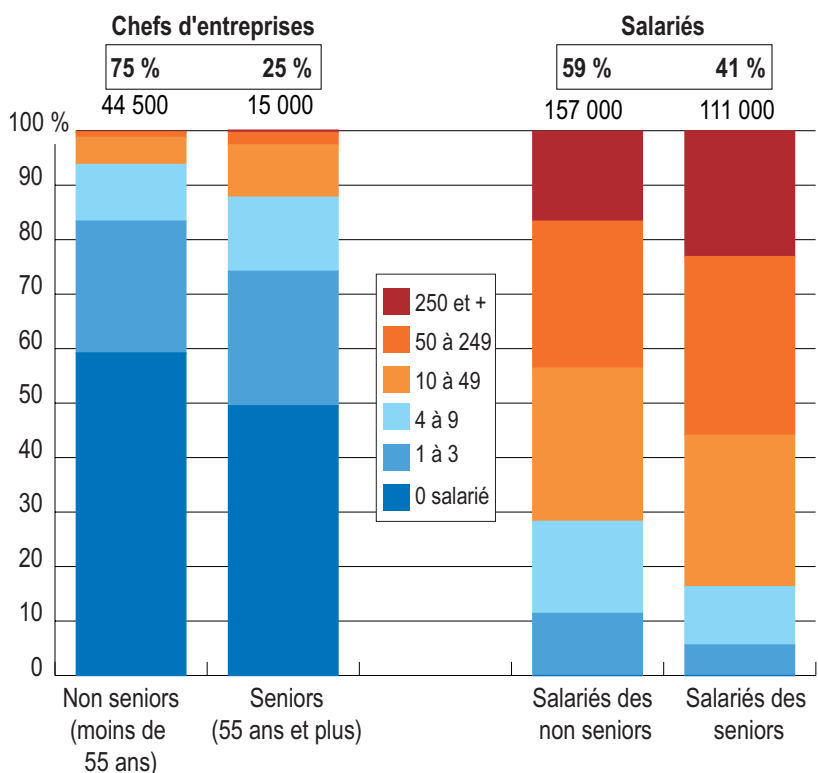
juridiques et comptables comptent également un peu plus de 1 300 emplois sous contrôle de dirigeants seniors. Enfin, près de 23 000 emplois dans le commerce sont concernés, dont 8 800 dans le commerce de gros, soit plus de la moitié des emplois du secteur. L'emploi artisanal est moins concerné, avec 13 000 emplois représentant seulement le quart des effectifs salariés du secteur.

Des enjeux variables en matière de transmission et de reprise d'entreprises

Toutefois, le départ en fin d'activité du chef d'entreprise a des conséquences différentes selon le statut juridique de l'entreprise et de son dirigeant. Ainsi, en 2010, 3 500 chefs d'entreprises sont identifiés comme étant salariés, et 80 % d'entre eux dirigent des entreprises de plus de 10 salariés. Dans ces entreprises d'une certaine taille et qui disposent de la personnalité morale, ce départ pourra être compensé par l'embauche d'un nouveau dirigeant salarié, sous réserve toutefois de trouver les compétences requises. Dans le cas des entreprises individuelles et de petite taille, dont le poids est élevé en Poitou-Charentes, le défi plus difficile à relever sera

Les seniors : 25 % des chefs d'entreprises dirigent 41 % des salariés

Répartition des chefs d'entreprises et des salariés par taille d'entreprise (illustration 4)



Sources : Fichiers CCI et CRMA (2012) Poitou-Charentes

celui de transmettre l'entreprise à un repreneur disposant des compétences et des moyens financiers nécessaires. Le rachat d'un commerce ou d'une petite entreprise de construction pourra paraître coûteux alors que la zone d'implantation ne semble pas très porteuse démographiquement et économiquement. Le risque est grand alors de voir disparaître des emplois et services indispensables aux populations résidentes et d'accentuer des processus de désertification.

4 600 emplois générés par les créations ou reprises d'entreprises au 1^{er} semestre 2010

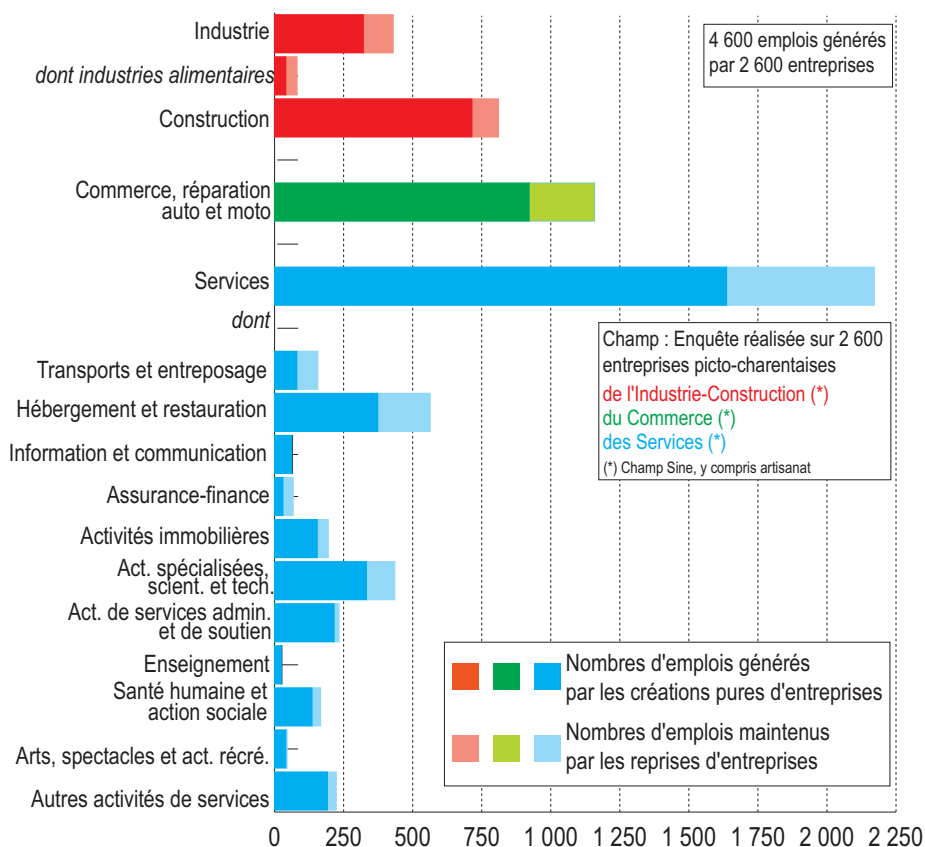
Le tissu d'entreprises est vivant, marqué par des créations et des disparitions d'entreprises. Au cours du premier semestre 2010, les 2 600 créations et reprises d'entreprises, hors auto-entrepreneurs, ont permis la création et le maintien de 4 600 emplois en Poitou-Charentes, 2 600 emplois pour leur créateur et 2 000 emplois salariés (illustration 5). Près de 80 % de ces 4 600 emplois sont issus de nouvelles créations d'entreprises, les autres 20 % d'emplois résultant de 300 reprises d'entreprises. Ce poids de la reprise d'entreprises varie d'un secteur à l'autre. Elle joue un rôle majeur dans l'industrie (25 % des emplois créés dans le secteur), particulièrement dans les IAA (51 %), dans l'hébergement et la restauration (34 %) et dans les transports et entreposage (49 %).

Dans un contexte de vieillissement des chefs d'entreprises, la question de la transmission d'entreprises est prégnante. D'autant plus que la reprise d'entreprises assure généralement, en comparaison de la création pure, une meilleure pérennité des entreprises et qu'elle pèse significativement dans le maintien d'emplois.

Olivier MAISONNEUVE et Charles RAFFIN

Proportionnellement, plus de reprises dans l'industrie et l'hébergement-restauration

Emplois totaux générés par les créations pures et les reprises d'entreprises par secteur au 1^{er} semestre 2010 (illustration 5)



Sources : Insee, enquête Sine 2010

Avoir une connaissance fine de l'économie de nos territoires et des entreprises et chefs d'entreprises qui les composent, sont autant d'éléments favorables à la construction de nos actions au service des 110 000 établissements que suit le Comité Interconsulaire Poitou-Charentes.

L'étude nous informe sur les caractéristiques des chefs d'entreprises, notamment leur niveau de formation, mais aussi que notre région participe à l'enjeu de société de féminisation des chefs d'entreprises, dans tous les secteurs.

Reste par ailleurs que la transmission d'entreprises sera un enjeu majeur des politiques d'actions du réseau des consulaires en Poitou-Charentes, car 111 000 emplois salariés en dépendent.

Daniel BRAUD
Président du Comité Interconsulaire Poitou-Charentes (CIPC)

Méthodologie

Les chefs d'entreprises de Poitou-Charentes sont dans cette étude les gérants d'unités légales, c'est-à-dire les dirigeants légaux d'entreprises ayant un pouvoir décisionnel dans la région.

Dans le cadre de ce partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Poitou-Charentes (CCI), la Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat (CRMA), la Chambre Régionale d'Agriculture (CRA) et la Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire (CRESS), plusieurs sources ont été mobilisées : les fichiers de la CCI au 01/01/2012 et de la CRMA au 30/06/2012, ainsi que ceux de l'Insee (Sirène, Clap 2010, RP 2010 (2008 pour le lieu de résidence antérieure), Enquêtes Sine 2010). Aussi, plusieurs nomenclatures ont été mobilisées : (CCI, Artisanat, Insee). La nomenclature CCI diffère de celle de l'Insee par exemple en incluant la construction dans l'industrie, les boulangeries-pâtisseries dans le commerce et non dans l'industrie. Toutefois, ce sont les nomenclatures Insee qui ont été privilégiées, à l'exception de l'illustration 3 où la construction est incluse dans l'industrie. Les fichiers CCI et Artisanat ont été rapprochés pour éviter les doublons.

En revanche, la CRESS ne dispose pas d'un fichier de ses dirigeants.

Quant au registre de l'agriculture, la gestion en a été confiée aux Chambres d'Agriculture en 1999, et n'a connu que des applications partielles. La reconnaissance du statut d'agriculteur professionnel, au-delà des seuls critères d'assujettissement à la MSA, fait actuellement défaut. La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, en lecture début février au Parlement, peut instaurer la mise en place d'un vrai registre professionnel, équivalent à celui du secteur du commerce et des sociétés et à celui de l'artisanat, afin de rendre l'immatriculation obligatoire à toute personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Bibliographie

Les chiffres clés de l'économie de Poitou-Charentes - édition 2013

Le bilan économique 2012 en Poitou-Charentes -
Presque tous les indicateurs au rouge en 2012 - mai 2013

Un salarié picto-charentais sur quatre dans une grande entreprise -
e.décim@l n°31 - avril 2013

L'agriculture de moins en moins une affaire de famille -
Agreste Poitou-Charentes n° 4 - février 2012

Près de 70 000 salariés travaillent dans l'économie sociale -
e-décim@l n°11 - mars 2011

8 500 entreprises à transmettre en Moselle : des enjeux de pérennité et de
modernisation de l'appareil productif -
Économie Lorraine n°185 - Octobre 2009

Pour tout renseignement statistique

www.insee.fr/poitou-charentes

insee-contact@insee.fr

0 972 724 000 (tarification appel local)
du lundi au vendredi de 9 h à 17 h



Insee Poitou-Charentes
5 rue Sainte-Catherine - BP 557
86020 Poitiers Cedex
Tél : 05 49 30 01 01
Fax : 05 49 30 01 03
sed-poitou-charentes@insee.fr

Directrice de la publication : Fabienne LE HELLYE
Coordination rédactionnelle : Fabienne LE HELLYE,
Gérard MOREAU, Laurent DIAZ et Boris SIMON
ISSN 0221-1068